

voulaient rien faire :—aujourd'hui, c'est tout le contraire, il veut les renverser parce qu'ils veulent agir. (Écoutez ! écoutez !)

L'HON. M. HOLTON—L'hon. monsieur voudra bien me permettre de lui faire une observation. Il me paraît tomber dans une illusion complète en prétendant que la mesure actuelle est analogue à celle de la représentation d'après le chiffre de la population, avec laquelle il a agité le pays depuis tant d'années : or, la question est loin d'être la même. La question de la confédération n'a pas encore été mise devant le pays et elle ne l'était pas aux dernières élections générales. Il sait que le parti dont il est membre s'est prononcé à plusieurs reprises et par son propre journal contre ce projet de confédération, et doit se rappeler que la convention réformiste de 1859 a agi de même.

L'HON. M. BROWN—Non, elle n'en a pas agi ainsi.

L'HON. M. HOLTON—J'affirme le contraire.

M. A. MACKENZIE—Ayez donc les résolutions et prouvez ce que vous dites, si vous le pouvez.

L'HON. M. HOLTON—Quels sont les faits ? Le gouvernement d'alors avait proposé une confédération des provinces pour remédier aux difficultés de la politique canadienne — le parti libéral n'en voulait pas. Si, au contraire, il en avait voulu, il est probable que vous auriez la confédération depuis longtemps du consentement des provinces d'en-bas. Le parti libéral rejeta donc la mesure. Cependant, il est bon d'ajouter qu'il déclara aussi qu'une fois nos difficultés réglées, et non pas comme moyen de les résoudre, on pourrait s'occuper de cette question dans un avenir plus ou moins éloigné. Mais ce n'est pas de cela que je voulais parler en me levant ; je voulais faire remarquer combien mon hon. ami s'abusait à prétendre que la mesure actuelle est la même que celle pour laquelle il a agité le pays si longtemps, et que l'hon. député d'Ontario Nord défendait dans la circonstance qu'il a voulu lui rappeler.

L'HON. M. BROWN—En vérité, l'hon. député s'est levé pour bien peu de chose. Au lieu d'accepter son explication, je déclare au contraire qu'elle est inexacte du premier au dernier mot, car les faits sont précisément le contraire de ce qu'il prétend. Il dit que la mesure actuelle est une mesure tout à fait différente : je le nie et affirme qu'elle nous donne ce que nous demandions, mais sous une autre forme.

En effet, nous demandions que la représentation législative fut basée sur le chiffre de la population : nous l'avons. (Écoutez ! écoutez !) Et l'hon. monsieur devrait être le dernier à s'opposer à la mesure actuelle puisqu'elle est basée sur les mêmes éléments adoptés par l'administration BROWN-DORION, celle-ci ayant accepté la mesure en l'entourant du contrôle et des garanties qui paraîtraient nécessaires. (Écoutez ! écoutez !) Voilà ce que l'hon. monsieur a dit en outre, que j'avais parlé contre la confédération des provinces : eh bien ! il ne trouvera aucun des discours que j'ai faits depuis mon entrée en parlement, dans lesquels, en parlant de la confédération, je n'ai pas pris un soin particulier de dire que je regardais l'union de toutes les provinces comme la destinée future de ces provinces. A ceux qui en voulaient faire le moyen de résoudre nos difficultés, je répondais que je n'y consentirais pas ; mais je prenais soin de ne rien dire de contraire à la chose, quoiqu'en aient dit ou écrit les autres. Je doutais d'abord que nous fussions assez forts pour supporter les charges que la confédération nous imposerait ; en second lieu, connaissant l'opinion des autres provinces à ce sujet, je ne savais pas de quel oeil elles envisageraient le projet. C'est pourquoi je pensais qu'il faudrait des années pour lui permettre de s'accomplir, et je ne voulais pas qu'aucun parti en fit son cheval de bataille, et perdît son temps en négociations avec le gouvernement anglais et ceux des provinces, car c'était s'exposer à perdre le seul remède praticable que nous demandions.

L'HON. M. HOLTON—Mais c'est là ce que vous faites en ce moment.

L'HON. M. BROWN—L'hon. monsieur se trompe, car il ne peut désigner un seul membre du ministère qui veuille retarder la mesure d'un seul moment. (Écoutez ! écoutez !) C'est là, d'ailleurs, la base de notre politique actuelle. Lorsqu'eurent lieu les négociations qui aboutirent à la coalition d'aujourd'hui, je tombai d'accord qu'il était bon et désirable de s'occuper de l'avenir de ces provinces dans le sens d'une union, mais je prétendis aussi qu'il y avait un moyen actuel que nous pouvions combiner en attendant l'autre. Tout le monde conviendra que nous avons été prodigieusement favorisés par les circonstances dans le succès qu'a eu la politique que nous inaugurâmes en juillet dernier :—je suis prêt à répéter ce que j'ai toujours dit, à savoir : que si la dernière mesure est possible elle vaut encore mieux